Proposed Recommendations to Issue in Connection with Haiti UPR (*January 2027)*

Women's Rights & Equality

Center Women's Rights | Center women's rights as a policy and funding priority across all of government and ensure that women's leadership and gender-specific considerations are a core part of all policymaking, including with respect to security, economy, and elections; provide funding, security, and other institutional support for local organizations working to advance women's rights and provide related services.

Guarantee Equal Participation | Include women on an equal and empowered basis in all elements of public life, including especially in leadership positions and electoral processes; require institutions to actively promote women's equal participation and dismantle existing barriers; invest in robust education and sensibilization campaigns to transform discriminatory attitudes.

End Gendered Violence & Impunity | Rigorously implement, fund, and enforce laws and policies protecting women and girls from all forms of GBV and discrimination, including sexual exploitation and abuse, political violence, harassment, and domestic violence; ensure and fund adequate investigation of and accountability for GBV in all its forms, including when perpetrated by government authorities and international actors.

Fully Support Survivors | Implement and fully fund medical, psychosocial, economic, and legal services for GBV survivors, including those who are displaced.

Access to Justice, Fair Trial & Fight Against Impunity

Improve Judicial Function | Urgently secure sustainable funding and implement policies for improving judicial functions; ensure that judicial vacancies are promptly filled and mandates are renewed in conformity with legal requirements; take urgent measures to investigate, prosecute, and secure compensation for victims of all human rights violations, including historically marginalized individuals like GBV survivors, children, and human rights defenders.

Due Process & Humane Detention | Reduce the rate of pretrial detention by immediately releasing detainees who have served terms in excess of their alleged misconduct and expediting proceedings, especially for children and those accused of minor offenses; and urgently bring conditions of detention in line with minimum standards consistent with human dignity and safety for vulnerable individuals.

Security & Reintegration | Urgently implement clear and strictly enforced policies for State policing and security operations that fully conform to all human rights obligations, including for the humane treatment of individuals associated with armed groups, especially children; implement and fully fund programs for reintegration that reflect best practices for community reconciliation, psychosocial support, and transformative justice.

Good Governance, Corruption & Elections

Tackle Government Impunity & Corruption | Fully fund and empower independent mechanisms for identifying misuse of public authority, including police abuses, corruption in all forms, and executive interference with judicial function; promptly investigate and prosecute all related allegations; rescind December 2025 decrees regarding defamation and jurisdiction over corruption; bar individuals found guilty of serious corruption or public misconduct from future public authority.

Ensure Participatory & Inclusive Elections | Adopt measures to hold free, fair, and credible elections that fully include as voters, candidates, and administrators all sectors of the Haitian population, including historically marginalized groups; specifically implement and fund initiatives to ensure women's equal participation, including: equalizing access to resources and financing, strictly enforcing with corresponding sanctions the 30% minimum quota established by Haiti's Constitution, adopting dedicated and robust measures to prevent and punish gendered political violence, and tackling discriminatory or harassing public discourse.

Center Civil Society Input | For all government activities, closely and continuously consult with and implement the guidance of Haitian civic and human rights organizations – including women's rights and feminist organizations and those working in rural areas and at the grassroots level; where possible, fund and uplift effective local initiatives and best practices, scaling them to develop truly Haitian solutions to challenges.

Civil Society UPR Submissions with background & additional recommendations

Impunity & the Justice Sector in Haiti

Submitted by a Coalition of 6 Haitian and Solidarity Human Rights Organizations

Women's Rights in Haiti

Submitted by a Coalition of 16 Haitian and Solidarity Feminist, Women's Rights, and Human Rights Organizations

Contributions de la société civile à l'EPU avec contexte et recommandations supplémentaires

Le système judiciaire en Haïti

Soumission conjointe de la Coalition des organisations haïtiennes et solidaires de défense des droits humains

Situation des Droits des Femmes en Haïti

Soumission conjointe de la Coalition des organisations haïtiennes et solidaires de défense des droits des femmes et des droits humains

Propositions de recommandations dans le cadre de l'EPU concernant Haïti (*janvier 2027*)

Droits des femmes et égalité

- **Placer les droits des femmes au cœur des priorités |** Placer les droits des femmes au cœur des priorités politiques et budgétaires à tous les niveaux de l'administration publique et veiller à ce que le leadership des femmes et les considérations spécifiques au genre soient au cœur de l'élaboration de toutes les politiques, notamment en matière de sécurité, d'économie et d'élections ; apporter un soutien financier, sécuritaire et institutionnel aux organisations locales œuvrant à la promotion des droits des femmes et fournissant des services connexes.
- **Garantir une participation égale |** Intégrer les femmes sur un pied d'égalité et en leur accordant les moyens nécessaires dans tous les domaines de la vie publique, notamment aux postes de direction et dans les processus électoraux ; exiger aux institutions de promouvoir activement la participation égale des femmes et de lever les obstacles existants ; investir dans des campagnes solides d'éducation et de sensibilisation afin de faire évoluer les attitudes discriminatoires.
- **Mettre fin à la violence basée sur le genre et à l'impunité |** Mettre rigoureusement en œuvre, financer et faire respecter les lois et les politiques protégeant les femmes et les filles contre toutes les formes de violence basée sur le genre et de discrimination, y compris l'exploitation et les abus sexuels, la violence politique, le harcèlement et la violence domestique ; garantir et financer des enquêtes adéquates ainsi que la mise en cause des responsabilités des auteurs pour les actes de violence basée sur le genre sous toutes leurs formes, y compris lorsqu'ils sont perpétrés par des autorités gouvernementales et des acteurs internationaux.
- **Soutenir pleinement les victimes |** Mettre en œuvre et financer intégralement les services médicaux, psychosociaux, économiques et juridiques destinés aux victimes de violences sexistes, y compris celles qui sont déplacées.

Accès à la justice, procès équitable et lutte contre l'impunité

- **Améliorer le fonctionnement du système judiciaire |** Garantir d'urgence un financement durable et mettre en œuvre des politiques visant à améliorer le fonctionnement du système judiciaire ; veiller à ce que les postes vacants au sein du système judiciaire soient pourvus sans délai et que les mandats soient renouvelés conformément aux exigences légales ; prendre des mesures urgentes pour enquêter, poursuivre et garantir une indemnisation aux victimes de toutes les violations des droits humains, y compris les personnes historiquement marginalisées telles que les survivantes de violences basées sur le genre, les enfants et les défenseurs des droits humains.
- **Procédure régulière et détention dans des conditions humaines |** Réduire le taux de détention provisoire en libérant immédiatement les détenus ayant purgé des peines supérieures à la durée correspondant aux faits qui leur sont reprochés et en accélérant les procédures, en particulier pour les enfants et les personnes accusées d'infractions mineures ; mettre de toute urgence les conditions de détention en conformité avec les normes minimales respectant la dignité humaine et la sécurité.
- **Sécurité et réintégration |** Mettre en œuvre de toute urgence des politiques claires et rigoureusement appliquées en matière de maintien de l'ordre et d'opérations de sécurité menées par l'État, qui respectent pleinement toutes les obligations en matière de droits humains, y compris le traitement humain des personnes associées à des groupes armés, en particulier les enfants ; mettre en œuvre et financer intégralement des programmes de réintégration reflétant les meilleures pratiques en matière de réconciliation communautaire, de soutien psychosocial et de justice réparatrice.

Bonne gouvernance, corruption et élections

- **Lutter contre l'impunité et la corruption au sein du gouvernement |** Financer intégralement et renforcer les mécanismes indépendants chargés d'identifier les abus de pouvoir public, y compris les abus policiers, la corruption et l'ingérence de l'exécutif dans la fonction judiciaire ; enquêter sans délai et poursuivre en justice toutes les allégations en la matière ; abroger les décrets de décembre 2025 relatifs à la diffamation et à la compétence juridictionnelle en matière de corruption ; interdire à toute personne reconnue coupable de corruption grave ou de faute professionnelle grave d'exercer à l'avenir des fonctions publiques.
- **Garantir des élections participatives et inclusives |** Adopter des mesures visant à organiser des élections libres, équitables et crédibles qui intègrent pleinement, en tant qu'électeurs, candidats et administrateurs, tous les secteurs de la population haïtienne, y compris les groupes historiquement marginalisés ; mettre spécifiquement en œuvre et financer des initiatives visant à garantir la participation égale des femmes, notamment : l'égalisation de l'accès aux ressources et au financement, l'application stricte, assortie de sanctions appropriées, du quota minimum de 30 % établi par la Constitution haïtienne, l'adoption de mesures spécifiques et énergiques pour prévenir et sanctionner la violence politique fondée sur le genre, et la lutte contre les discours publics discriminatoires ou harcelants.
- **Contribution de la société civile |** Pour toutes les activités gouvernementales, consultez étroitement et en permanence les organisations haïtiennes de la société civile et de défense des droits humains – y compris les organisations de défense des droits des femmes, les organisations féministes, les organisations de base ainsi que celles œuvrant dans les zones rurales – et mettez en œuvre leurs recommandations ; dans la mesure du possible, financez et valorisez les initiatives locales efficaces et les meilleures pratiques, en les développant à plus grande échelle afin d'élaborer des solutions véritablement haïtiennes aux défis rencontrés.